

## LA VILLE-PRISON APRES LA ZAD, LES ZSP ?

Encore un acronyme, ZSP (zone de sécurité prioritaire), suivant les UTEQ (unités territoriale de quartier) en 2008, et les BST (Brigades spécialisées de terrain) en 2010. Chaque ministre, Alliot-Marie puis Hortefeux et enfin Valls crée son nouveau dispositif policier. Ces dispositifs sécuritaires, outre la volonté politicienne de montrer que les «pouvoirs publics» agissent, pourrissent la vie de celles et ceux qui ne marchent pas droit, qui refusent ces conditions d'existences. Que le pouvoir soit «de gauche ou de droite», il reste coercitif et son outil principal pour se maintenir est la répression. Elle peut être préventive, douce, avec une «tolérance zéro» ou carrément fasciste, elle demeure l'arme du pouvoir pour maintenir l'ordre social.

Concrètement 15 zones ont été décrétées en septembre, 49 autres en janvier pour une centaine d'ici la fin de l'année 2013. Des forces mobiles, gendarmes ou CRS sont dépêchés dans une zone délimitée pour l'occuper entre 8 et 24 heures par jour. A Barbès, Château-Rouge, Stalingrad, pour Paris, certains quartiers du 93, de Marseille ou de Grenoble l'État a donc «mis du bleu». Une réunion hebdomadaire est censée se tenir où le préfet, les flics, la RJJ, l'inspection du travail, les douanes, le procureur, la mairie, les associations se concertent et définissent des priorités. Les gesticulations politiciennes annoncent de grands changements, une concertation accrue des différents services de l'état en lien avec la sécurité. Les ZSP sont ainsi des zones sous occupation policière permanente au prétexte de vente à la sauvette, deal, prostitution et cambriolages. Il s'agit donc, pour préserver la «sécurité» des bon.ne.s citoyen.ne.s, de s'en prendre à l'économie parallèle, de empêcher les pauvres de trouver des moyens de se débrouiller, en s'attaquant aux derniers maillons de la chaîne, tel ces « jeunes désœuvré.e.s » qu'il faudrait bien mettre au boulot. Mais l'intérêt porté à la sécurité des citoyen.ne.s peureu.ses.x comme à l'insertion des personnes dans le giron du salariat, est mis en balance avec la paix sociale relative que ces débrouilles permettent. Là se manifeste la dialectique propre aux politicien.ne.s, annoncer une guerre, montrer qu'on la mène tout en sachant qu'elle est perdue d'avance et que l'on ne veut surtout pas la gagner.

*«Je veux déclarer la guerre à la drogue»  
«Il est hors de question que l'armée puisse répondre à ces drames et à ces crimes. Il n'y a pas d'ennemi intérieur»  
Valls, lors d'un discours à Marseille.*

### MISES A JOUR

Ibrahim, accusé d'avoir aidé à l'évasion de 4 retenus au centre de rétention de palaiseau a vu sa peine allégée en appel, passant de 2 à 1 an. Le risque d'un retour en centre de rétention telle une quadruple peine est présent, et l'on peut toujours lui écrire : *Ibrahim El Louar écrou n°399815 - Bâtiment D4 – MAH de Fleury-Mérogis - 7 avenue des Peupliers - 91705 Sainte-Geneviève-des-Bois* Plus d'écrou mais toujours les crocs : Mike est sorti, la procédure judiciaire à son encontre est enfin finie, après 3 ans de CJ et 4 mois de taule. Restent les 6 mois avec sursis, le risque de peine plancher si récidive, les traces de la prison, la mémoire de Zoé et cette rage intacte : Crève ce monde et ce qui lui permet d'exister !

Dans la lignée du plan Vigipirate, actif depuis 78, cette présence militaire ne réglera jamais les «problèmes de délinquance». Son but plus que de protéger les citoyen.ne.s est d'abord de montrer qu'il n'existe pas de zone de «non-droit» : l'État, en effet, ne peut reconnaître des endroits où ce qu'il interdit est ouvertement pratiqué. Son pouvoir réside en l'intériorisation des règles par chacun.e et lorsqu'elles sont bafouées c'est lui-même qui est directement attaqué. Ensuite il tente d'instiguer la peur d'un ennemi intérieur : cela signifie laisser croire que sans sa présence, les rues seraient le théâtre d'un affrontement permanent de tou.te.s contre tou.te.s alors que les révolté.e.s savent trouver leurs cibles, et que les instigateurs de la guerre civile sont toujours les puissants, leurs idéologies et leurs milices. Enfin, dans un monde où chaque portion d'existence se doit d'être intégrée, rentable, utile, il faut bien protéger les flux, rendre les humains disciplinés et assurer la sécurité des marchandises.

Cette présence policière a aussi des répercussions beaucoup plus concrètes, elle chasse les illégalismes vers d'autres lieux et participe au tri des individus, entre rentables-utiles et indésirables. A chaque contrôle se dresse une barrière que seul.e.s celles et ceux en règle peuvent passer. Les autres, illégalistes par choix ou par contrainte, sont sous la menace permanente de la prison ou de l'expulsion.

*«Les CRS patrouillent à pied avec de grands boucliers, on se croirait à Bagdad. Ça fait fuir mes clients. Personne n'a envie de manger une assiette au milieu d'une armée»  
Un restaurateur de Barbès en septembre 2012*

La guerre est déclarée, elle est en cours. L'ennemi ne s'y trompe pas et renforce chaque jour son arsenal répressif. L'attaquer de front, en armée ou en parti, serait aussi une guerre vaine, laissons là aux mafias et autres aspirants au pouvoir. Prévenir des contrôles dans les transports ou dans la rue, saboter leurs instruments de surveillance, les attaquer là où ils ne nous attendent pas sont autant d'options pour qui ne se résigne pas à rentrer dans le flot docile des usager-e-s de ce monde...

*« La paisible bourgade de Chambly dans l'Oise, où le maire est ravi d'héberger depuis quelques mois un demi-peloton de gendarmes mobiles dans son hôtel Formule 1. »*

# Papyrus #2

## FeVrier-mars 2013

### FEUILLE DE CHOU CONTRE LE MONDE QUI VA AVEC...

#### DU PAPIER...

Pour faire émerger c'qui nous plaît des flux numériques saturés de données sitôt parues sitôt oubliées

#### DU PAPIER...

Pour appuyer, relayer aiguiser, agiter, exciter

#### DU PAPIER...

Pas seulement pour théoriser

#### DU PAPIER...

Pour allumer nos brasiers

#### DU PAPIER...

...à 233°C

qu'on préfère en Égypte aller récolter !

Et enfin, parce qu'on veut du papier mais qu'on n'a pas de boîte aux lettres: pa.pyrus@riseup.net

## L URBANISME LAISSE TOUJOURS UN ARRIERE-GOUT DE MATRAQUE

Jacques Ferrier, architecte designer de l'aéroport de Toulouse et participant au projet Vinci-AGO à Notre-Dame-des-Landes, a vu son hall recouvert de peinture marron et verte le 28 mars à Paris.

A force de concevoir des colosses de béton et de verre, il fallait bien que Jacques se mette un peu au vert...

Derrière chaque projet se cache un lot de concepteurs, ils ont des noms et des adresses...

## LES NOUVELLES RECRUES DE LA POLICE

C'est sous le prétexte de la «lutte contre le cambriolage» qu'on été inaugurées les «réunions de seniors» dans la commune de Montaignu. Il s'agit d'un appel de la gendarmerie de Lons-le-Saunier (Jura) qui s'était déjà illustrée par sa politique de «collaboration avec les communes» pour «lutter contre la délinquance». Ce n'est pas un hasard que les flics et gendarmes s'en inquiètent, ni que ces communes soient la cible de ce type de vol. Bien qu'il ne soit pas éthique en lui-même, le cambriolage reste une attaque directe à la propriété privée, et dans ce monde, où elle est à ce point sacralisée, les puissants s'attachent à la protéger. Le contexte rural sied bien aux cambrioleurs, et rend la tâche difficile aux flics et aux gendarmes. De fait, la surface à surveiller est immense, et beaucoup de villages sont quasiment vides la journée, isolés et mal desservis. La solution est toute trouvée, il faut plus de vigiles, avec ou sans uniformes, présents aux heures où les «actifs» vont au turbin.

Le choix des vieux semble en premier lieu guidé par des considérations pratiques. En effet, il s'agirait d'une classe d'âge se distinguant par l'inactivité et la sédentarité. Un rapport au temps, donc, extirpé de la logique de rentabilité (associée au travail par exemple) et de nouveau exploitable. Ainsi qu'un certain immobilisme (réductions des déplacements, augmentation du temps passé chez soi) tout aussi fortuit. Mais la démarche des flics ne joue pas seulement sur une disponibilité «circonstanciée» des «seniors». Ce temps qui n'est plus rentable pourrait être perçu comme du temps «libéré» mais serait offert plus volontiers s'il était intériorisé comme «perdu», créant une prédisposition rêvée au rôle de vigie-balance. Ils voudraient que ces vieux, dépourvus de désirs et d'envies, conscients de la charge pesante qu'ils représentent pour la « communauté » ou profitant du « repos mérité et consenti » consacré par la retraite à l'issue d'une vie passée à cotiser, aient intégré l'utilité comme raison d'être.

L'opportunité est belle, pour l'État et ses sbires, de réalimenter le discours sur l'insécurité - en incluant les vieux comme victimes potentielles - en dissimulant le visage toujours plus fermé de la «sécurité», qui, surexposé, afficherait l'image d'un monde invivable. En attendant, il s'agit de créer un climat social où civisme et citoyennisme sont rétribués en pilules d'honneur et gouttes de dignité. Appuyer sur un soit-disant «devoir social» permet d'opérer avec plus de douceur le glissement vers la collaboration. On demande donc à une catégorie d'inutiles victimes, les vieux, de dénoncer une autre catégorie d'indésirables, les cambrioleurs faisant ainsi accepter et participer les premiers à la répression des seconds. Autrement dit, un «bon vieux» est un vieux qui surveille ET relaye. Ici et là l'État délègue, s'offrant parfois l'économie de cet effort même par l'initiative d'individus - en plus des entreprises et associations - s'associant et se substituant à lui en investissant des fonctions autrefois réservées à son champ d'action.

Soyez vigilant.e.s le club du troisième âge vous surveille !

## ATTAQUE D UN "VOISIN VIGILANT"

A Montluçon (Allier), un « voisin vigilant » - ces citoyen.ne.s-balances, «réfèrent.e.s» qui signalent aux flics les personnes ou véhicules suspects qu'ils voient dans leur quartier - s'est fait attaquer. Il avait eu l'imprudence de témoigner à la télé à visage découvert. Quelques jours plus tard, deux individus ont brisé le hublot de son garage et y ont jeté un engin incendiaire avant de s'évaporer dans la nature. La voiture ainsi que le garage ont été endommagés.

Bien fait pour ta gueule !

## CON RECETTES ET BRICOLAGES LA PRISON TUE...

Énième mort en prison, à la Santé cette fois, le refus de soin en tête de liste des armes du crime. Un témoignage de détenus y a fait suite, diffusé aux pieds de la prison au mois de mars par des individus. Cependant, la rapidité d'intervention des flics, venus empêcher le rassemblement et contrôler les personnes présentes, est proportionnelle à l'attention portée par l'AP sur son image. Et dans le cadre de ces assassinats, à son désir de discrétion.

...alors crève la taule!

## PAS DE BATEAU POUR LES FACHOS

Le 10 février, au matin, l'établissement privé le «Yacht Espace Saint-Germain», situé en bord de Saône à Saint-Germain-au-Mont-D'or dans le Rhône, a été détruit par les flammes alors que le quinzième «Forum de la Nation» devait s'y tenir le 16 février. Cet événement est organisé par le site «Jeune Nation» et Yvan Benedetti, directeur de l'Oeuvre Française - organisation nationaliste et pétainiste -, et devait accueillir quelques 450 fafs de toute l'Europe (portant cette année sur «le piège le la laïcité face à l'islamisation»).

Cette réunion de pourris s'est tenue malgré tout dans un lieu tenu secret, et l'on déplore que les incendiaires bienveillants n'aient pas retardé leur coup d'une semaine.

## VIVE LE VENT...

Sur le site de Montreuil-des-Landes (Ille-et-Vilaine en Bretagne), où des études sont en cours pour implanter six éoliennes, les instruments servant à la mesure des vents ont été sabotés. Ces dégradations auraient causé 70 000€ de dégâts et infligé trois mois de retard à la préparation du chantier. Deux personnes résidant dans la commune ont été accusées et placées en garde-à-vue puis relâchées avec une convocation au tribunal correctionnel de Rennes le 24 juillet.

...Vive le vandalisme !

## ANGERS : FEU D'ARTIFICE DEVANT LA TAULE

Lundi 11 février dans la soirée, un feu d'artifice a été tiré à la maison d'arrêt d'Angers au niveau de l'aile Nord et Ouest. Il a été réalisé en solidarité avec les prisonniers d'ici et d'ailleurs, avec une pensée particulière pour le détenu en grève de la faim ici, à Angers, et tous les autres détenus de l'aile nord suite aux derniers événements dans cette partie de la prison.

Les tirs ont été salués par des cris de joie dans la taule ...puis par des sirènes de flics... mais les ombres ne s'arrêtent pas !

## NOTE D'HUMEUR

## SOLIDARITE ET OEUF DE PAQUES

Il importe de ne pas considérer la répression sous l'unique prisme de l'événement. C'est un poison quotidien et insipide. Ce n'est pas non plus l'exclusif apanage des révolutionnaires de grand chemin, mais une pollution de l'air qui touche quiconque refuse de vivre en apnée. La répression est un pur produit de ce monde mais aussi sa béquille à éperons, garante de sa reproduction. A ce titre il serait peu judicieux de faire de l'anti-répression un espace-temps séparé de nos luttes ce qui conduirait à la construction putride d'une centralité constitutive de la répression et enfermerait nos pratiques et nos réflexions dans le champ miné de la ré-action. La caisse Kaliméro apporte solidarité et appui matériel aux révoltés de la guerre sociale sans les constituer en «victimes à soutenir» et surtout pas à n'importe quel prix. Il ne s'agit pas de sauver la peau des cop.a.in.e.s en faisant preuve de complaisance envers la justice, encore moins si ceux-ci sont enclin.e.s au cafardage – direct ou non -, à s'emparer du théâtre juridique pour s'y distinguer d'autres inculpé.e.s, les enfoncer, mobiliser des arguments pour se voir accorder des faveurs, s'innocenter aux dépens des autres.. Sur ce point la position de Kaliméro n'est pas aménageable.

Concrètement l'activité de base de la caisse relève de l'envoi de mandats aux prisonniers, car la prison n'est pas un espace exempt des logiques marchandes et s'abstient, ce faisant, de construire une «figure du prisonnier» exemplaire ou particulier, politique ou de «droit commun». Elle essaye, par ailleurs, d'établir des contacts avec des avocat.e.s, nommé.e.s dans l'exigence, pour l'inculpé.e, de choisir sa défense et d'avoir accès à son dossier. Cependant ces contacts se font d'autant plus difficiles qu'ils excluent le défenseur féru d'ingénu.e.s et de casiers vierges autant que l'avare - de médiatisation comme de tribut. La rétribution, justement, se limite autant que faire se peut à l'aide juridictionnelle afin d'éviter de financer directement les accoude.e.s du barreau mais aussi de prévenir l'imposition d'un seuil de rétribution minimum qui installerait un déséquilibre entre différent.e.s inculpé.e.s et leurs capacités économiques.

A ce sujet on peut s'interroger sur la création de Cadecol, une caisse de solidarité dont l'une des initiatives se fonde justement sur le financement des frais de justice... L'activité de Kaliméro, quant à elle, ne saurait se réduire aux mandats ni aux listes d'avocats. «Porter des formes de solidarité» renvoi à lutter *avec* et non pas *pour* il n'est donc pas question ici de s'attaquer à une quelconque «partie visible» de la répression et d'en user comme vitrine- un écran de fumée. Il s'agit bien, en revanche, d'appuyer une certaine conflictualité et de se laisser porter par le désir de voir les révoltes continuer, voire s'intensifier et se diffuser.

Depuis cinq ans elle se réunit tous les 2nd jeudis du mois aux condos et accorde une place importante à la discussion. Si la continuité est recherchée par beaucoup, elle n'en est pas moins semée de ruptures et de variations. Des principes de base sont régulièrement réaffirmés tandis que des objectifs sont redéfinis. Cette tension s'est éprouvée récemment dans la solidarité portée aux révoltés de Roanne, à Ibrahim ou à Mike, dont la matérialisation par la rédaction d'un tract (de qualité discutable) est un autre exemple.

Enfin, si ce texte sonne comme un éloge cela relève moins d'un caractère merveilleux attribué à cette caisse que de la carence pathologique d'autres initiatives en termes de solidarité et de réflexion sur la répression aux principes de base cohérents. De plus, les observations formulées ici sont librement entremêlées de la projection d'attentes sur cet outil qui ne saurait prétendre à l'exhaustivité ni faire l'impasse sur la nécessité de ne pas se complaire dans une auto-représentation. Aussi, la réappropriation de l'outil par un plus grand nombre de personnes impliquées serait bienvenue !

## AUCUNE REPRESSION N'ARRETERA NOS REBELLIONS LABEGE : PAS DE NOUVELLES BONNE NOUVELLE ?

Le 5 Juillet 2011, plusieurs personnes sont allées saccager les locaux de la RJJ de Labège (près de Toulouse, dans le 31) en solidarité avec les mutin.e.s de la prison pour mineur.e.s de Lavaur, cogérée par la RJJ et l'AP. La réponse ne s'est pas faite attendre. Dès novembre, la répression frappe à coup de flics, de perquizz', d'arrestations, de contrôles judiciaires et mises en détention préventive. Près de deux ans plus tard, l'absence de sursaut significatif ou spectaculaire de la justice et de l'arsenal policier n'est en rien synonyme de l'arrêt de l'instruction ni de la surveillance qui va avec. L'audience du volet «fichage» de l'affaire devait se tenir le 14 mars, soulignant, une fois de plus, les enjeux de la généralisation des prélèvements d'ADN et de la collaboration entre la justice et de la police, la première se mettant au service de la seconde en faisant planer le risque de récidive sur tou.te.s les récalcitrant.e.s. Être nombreu.ses.x à refuser ces prélèvements c'est aussi contribuer à rompre la logique d'un quotidien judiciairisé. L'immobilisme de la procédure accompagné du maintien sous CJ des inculpé.e.s relèvent, quant à eux, de mécanismes jouant sur la peur, la dissuasion et l'isolement pour la légitimation de l'enquête et la réaffirmation du système répressif-punitif. C'est du moins ce qu'ils espèrent. D'autres affaires suivent une logique similaire, et bien qu'aucun nouvel élément ne soit versé au dossier, les procédures s'éternisent garantissant aux flics des moyens de surveillance supplémentaires.

La solidarité, si elle se diffuse, pourrait investir d'autres terrains que celui du juridique qui nous empoisonne déjà assez. L'objet de cette dernière ne saurait, par ailleurs, se limiter aux inculpé.e.s en question et porte en elle les luttes et les révoltes des prisonnier.e.s de ce monde. Les EPM représentent aussi la banalisation de l'enfermement et la volonté, dès l'enfance, d'une normalisation à la « marche ou crève ». A ce titre, ils continuent d'essayer mutineries, feux, agressions de matons, évasions... Comme à Orvault(44) depuis la fin du mois de mars. Début avril des oeufs et des projectiles ont d'ailleurs été lancés sur les murs d'enceinte, des pneus brûlés et des feux d'artifice tirés.

Feu à toutes les prisons !

## ON A LU... POURQUOI ?

A ceux qui se poseraient encore la question...

Comment on en arrive à cesser le travail dans une PME de l'informatique.

Un matin, un regard, le même feu...

A s'entendre promettre une carotte qui ne vient jamais.

A se faire rouler dans la farine à chaque entretien.

A écouter pendant des heures un en-cravaté raconter ses salades et expliquer comment à la dernière ligne droite qui se termine se succède désormais une autre dernière ligne droite qui nous requiert plus que jamais, à quel point les mois qui viennent sont importants pour «la société» et pourquoi il va falloir accepter de passer des semaines à 800km de chez soi à faire acte de présence 14h par jour pour 15€ par nuit. A s'entendre expliquer que tout ce temps sera récupéré, plus tard...

A s'entendre dire qu'il n'y a pas de sous et admirer avec dégoût l'excellence que peut atteindre l'être humain dans le mensonge et la manipulation.

A voir ses congés annulés la veille pour le lendemain et s'y attendre avec banalité.

A se lever tous les matins et ravalé ses envies, pour qui, pour quoi ?

A savoir qu'on est les dindons d'une farce qui n'a rien de drôle.

Toutes les heures détournées à surfer sur internet n'y changent rien.

Il est un moment où partager sa haine à chaque pause-clope ne suffit plus. Où une dernière goutte d'eau ne fait pas déborder un vase, mais allume un brasier.

Qu'est-ce qu'il nous reste ? Le coulage quotidien, le sabotage discret, le chapardage, le détournement des ressources de l'entreprise et surtout la rupture d'un contrat soit-disant libre: la cessation du travail. Histoire de rappeler que le patron n'est rien si personne ne lui obéit. Et qu'on ne lui appartient pas.

La décision vient sur un coup de tête. C'en est trop, et s'il suffit d'être 2, alors nous serons 2. Nous n'irons pas bosser ce matin. On trouve des revendications pour se couvrir, l'essentiel n'est pas là. L'essentiel, c'est la voix chevrotante du patron qui flippe sur nos répondeurs. S'en suit une alternance bigarrée de flatterie, de supplications, de menaces, et de fausse négociation. Rien n'y fait. Une brèche est ouverte, une inspiration pour nos collègues qui après-coup auraient aimé participer, une possibilité abstraite qui se concrétise, une force qui se transmet.

S'il y a évidemment une dimension stratégique et tactique dans tout conflit, relever la tête ne saurait se perdre dans l'attente d'un «moment opportun» qui ne vient jamais, d'une consigne ou encore moins d'une autorisation.

Et si nous avons cessé de mobiliser nos corps et de mettre à disposition nos esprits pour une cause qui n'est pas la notre, ce n'est pas tant pour obtenir de meilleures conditions d'exploitation, que pour sortir, au moins pour un temps, de l'aliénation quotidienne et recouvrer un peu de notre autonomie, de notre liberté et de notre dignité.

Certain-e-s diront que nous avons perdu car nos revendications ont été ignorées, nous disons que cela nous importe peu, que cela nous était nécessaire et que ce n'est qu'un début, qu'il faudra bien d'autres grèves pour que nous ne soyons plus acculés à la grève, pour en finir avec le salariat et toutes les formes de domination et d'aliénation. Pour renverser la table et contempler l'éruption du commencement.

Un soir, des regards, et l'odeur...

du souffre...